ACTION LOCALE

NOTE CONCEPTUELLE

ÉCOLE D'HIVER DE VENISE

20-22 OCTOBRE 2026

Organisé par

PNUD

CGLU
Cités et Gouvernements Locaux Unis

Institutions partenaires

Ca' Foscari University of Venice
Department of Philosophy and Cultural Heritage

CSAR
Centro Studi sull'Arte Russa, dell'Asia Centrale e del Caucaso

Le Programme des Nations Unies pour le Développement et Cités et Gouvernements Locaux Unis organisent depuis longtemps des rencontres à Venise. La ville de Venise est unique, non seulement en raison de son patrimoine culturel et de son environnement, mais aussi en raison des défis auxquels elle est confrontée et de sa remarquable résilience pour s'y adapter au fil des siècles.

Venise est une ville reconnue mondialement, façonnée par sa position unique entre terre et eau au sein d'un écosystème fragile : la lagune de Venise. Aujourd'hui, Venise fait face à un ensemble complexe de défis interdépendants — du changement climatique et de la montée du niveau de la mer à la pression du tourisme de masse, en passant par un vieillissement progressif de la population — qui exigent des réponses politiques intégrées, tournées vers l'avenir et inclusives. Marquée par son histoire et son extraordinaire patrimoine architectural et culturel, la ville lutte pour préserver son tissu social tout en faisant face à l'avenir.

Dans ce contexte, Venise représente un modèle convaincant pour les gouvernements locaux du monde entier. Sa capacité historique à gouverner un environnement urbain amphibie unique, combinée à son héritage en tant que grand centre de commerce, de diplomatie et de production culturelle, offre des enseignements précieux sur la gestion urbaine résiliente. Les efforts continus de la ville pour préserver son patrimoine tout en s'adaptant aux transformations environnementales et socio-économiques démontrent comment tradition et innovation peuvent coexister. L'expérience de Venise offre des leçons transférables en matière de planification urbaine durable, d'adaptation climatique, de préservation culturelle et de développement centré sur la communauté, la positionnant comme un point de référence pour les villes cherchant à concilier pertinence mondiale et identité locale.

Une fois de plus, le PNUD, CGLU et ses partenaires vont réunir à Venise un groupe de gouvernements locaux pour parler d'innovation. L'événement de cette année s'inscrit dans la continuité de « **Venice City Solutions** » (2018–2022) et du Pavillon du PNUD « **Venice City Care** » à la Biennale de 2023.

Cette première édition de l'école d'hiver de Venise portera sur la manière dont les villes résolvent leurs problèmes pour mieux servir leurs citoyens. L'événement sélectionnera quatre études de cas de quatre villes différentes, avec une session complète par cas analysant ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi.

Objectifs de l'événement

- Comprendre en profondeur comment quatre villes mondiales résolvent les problèmes de leurs habitants en innovant dans la prestation des services publics.
- Partager des solutions, des approches et des défis.
- Documenter des solutions locales qui améliorent la vie des populations.
- Apprendre à améliorer la qualité, l'accessibilité et la durabilité des services publics.
- Recueillir des études de cas démontrant comment les gouvernements locaux contribuent au Programme 2030.
- Renforcer la capacité des gouvernements locaux et régionaux à communiquer, plaider et déployer à plus grande échelle leurs actions innovantes.

Domaines thématiques

L'école d'hiver de Venise 2026 examinera **quatre services publics concrets**. Pour chaque service, une ville présentera son étude de cas, avec la contribution d'autres gouvernements locaux qui partageront leurs propres expériences dans ce domaine, poseront des questions et expliqueront comment des défis similaires ont été résolus dans leurs propres contextes locaux.

GESTION DES DÉCHETS

Les déchets demeurent l'un des défis les plus pressants en matière de services publics pour les villes. L'urbanisation rapide, les infrastructures insuffisantes et la responsabilité institutionnelle fragmentée entraînent fréquemment une collecte, une élimination et un traitement inadéquats des déchets solides, avec de graves conséquences pour la santé publique, la qualité environnementale et l'équité sociale. Parallèlement, les villes reconnaissent de plus en plus les opportunités économiques et environnementales du recyclage, y compris la valorisation des déchets, le compostage et la collaboration avec le secteur informel.

Dimensions abordées lors du débat :

1. Traitement des déchets organiques, compostage et lien avec l'agriculture urbaine.
2. Approches intégrées de la gestion des déchets solides.
3. Atteindre les zones informelles et mal desservies de la ville.
4. Intégration avec le secteur informel du recyclage et les organisations de récupérateurs de déchets.
5. Mécanismes de financement, y compris la réforme tarifaire et l'engagement du secteur privé.
6. Participation communautaire et sensibilisation du public à la réduction des déchets.
7. Utilisation d'outils numériques pour garantir le service et l'accessibilité financière.

Étude de cas : Salvador de Bahia, Brésil

Population : 2,9 millions
Maire : Bruno Reis
Salvador de Bahia est la troisième plus grande ville du Brésil ; elle a historiquement souffert de faibles taux de recyclage et compte un vaste secteur informel de récupérateurs de déchets peu reconnu par les institutions. Le projet Recicla Capital entend changer cela en instaurant une collecte sélective des déchets en tant que service public intégré, combinant des mécanismes d'incitation citoyenne, la reconnaissance formelle des coopératives de récupérateurs en tant qu'opérateurs de service municipal, et un suivi numérique en temps réel.

Données :

- **Plus de 27 000** familles inscrites participant au programme.
- **Plus de 5 000** tonnes de matières recyclables détournées des décharges.
- **20** postes de collecte volontaire répartis sur des territoires stratégiques de la ville.
- **7** coopératives de récupérateurs formellement contractées en tant qu'opérateurs de service public.
- **3 000** BRL par conteneur géré et par mois — rémunération municipale fixe garantissant la prévisibilité des revenus des coopératives.
- Plus de **7 millions** de BRL de retombées financières générées pour les coopératives depuis le lancement du programme.

- Plus de **1,7** million de BRL de revenus directs et indirects pour la municipalité.
- Plus de **13** tonnes de CO_2 évitées (estimation, sur la durée du programme à ce jour).
- **307** millions de litres d'eau économisés (estimation, sur la durée du programme à ce jour).

Retours attendus de : Abuja (Nigéria), Čajetina (Serbie), Kanifing (Gambie) et Le Cap (Afrique du Sud), San Miguelito (Panama) et Usulután Norte (El Salvador).

ATTEINDRE CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Les gouvernements locaux jouent un rôle central dans la réduction des inégalités et dans l'offre d'opportunités pour tous. L'accès équitable aux services publics est essentiel pour démanteler les barrières structurelles et garantir la dignité de tous les résidents, quels que soient leur genre, leur âge, leur handicap, leur origine ethnique ou leur statut socio-économique.

Dimensions abordées lors du débat :

1. Normes de conception universelle et d'accessibilité dans les infrastructures publiques.
2. Processus de planification participative impliquant les communautés marginalisées et sous-représentées.
3. Approches interculturelles innovantes pour inclure des populations diverses.
4. Utilisation des données et de la désagrégation des données pour suivre l'inclusion.

Étude de cas : New York, États-Unis

Population : 9 millions
Maire : Zorhan Mamdani

Retours attendus de : Buenos Aires (Argentine), Cali (Colombie), Gand (Belgique), Memphis (États-Unis), Mexico (Mexique), Sarıçam (Turquie)

EAU PROPRE ET ABORDABLE

L'accès à une eau salubre et adéquate demeure un défi de développement fondamental dans de nombreuses villes. Les gouvernements locaux assument souvent la responsabilité première de la prestation du service de l'eau, mais font face à d'importantes contraintes en matière de financement, de capacité institutionnelle, de couverture et de durabilité des infrastructures. Mais les villes sont également à l'avant-garde de l'innovation en matière d'accès à l'eau, en inventant de nouvelles façons de travailler avec les communautés, de réduire les prix, d'assurer le service et de lutter contre le changement climatique.

Dimensions abordées lors du débat :

1. Cadres de gouvernance décentralisée de l'eau et coordination intermunicipale.

2. Financement des infrastructures hydrauliques, y compris les partenariats public-privé et le financement mixte.
3. Approches communautaires de la gestion de l'eau et de la prestation du service du dernier kilomètre.
4. Résilience climatique et stratégies d'adaptation pour les systèmes d'eau dans des contextes de rareté hydrique ou sujets aux inondations.
5. Réglementation, conception tarifaire et subventions croisées pour garantir l'accessibilité financière aux ménages à faible revenu.
6. Suivi, gestion des données et mécanismes de reddition de comptes dans la gouvernance du service de l'eau.
7. Outils numériques et technologies civiques disponibles pour accroître l'accès à l'eau.

Etude de cas : Sekondi-Takoradi, Ghana

Population : 422 000
Maire : Frederick Faustinus Faidoo

Sekondi-Takoradi est le centre pétrolier et gazier du Ghana et sa troisième plus grande ville, mais elle fait face à de nombreux défis liés à l'urbanisation rapide. La ville a créé un registre numérique accessible des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), intégrant des données géoréférencées et désagrégées sur les installations domestiques, communautaires et institutionnelles directement dans les systèmes municipaux de planification, de budgétisation et de suivi de l'ODD 6 — garantissant que les résidents des établissements informels, les ménages vulnérables et les institutions mal desservies soient visibles pour les décideurs et éligibles à des investissements publics ciblés.

Ce qui distingue cette initiative est la combinaison de trois caractéristiques rarement réunies au niveau d'une ville secondaire : l'accessibilité publique ouverte de données structurées ; un ciblage fondé sur la vulnérabilité qui désagrège les bénéficiaires par âge, handicap, maladie et statut de chef de ménage ; et l'intégration directe des indicateurs de l'ODD 6 dans les propres cycles de reddition de comptes et d'allocation des ressources de l'Assemblée. L'initiative a été développée dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP) — l'une des rares villes secondaires africaines à ancrer formellement une réforme de prestation de services à des engagements de l'OGP — et démontre que l'innovation en matière de gouvernance systémique ne nécessite pas de budgets technologiques de ville intelligente.

Données :

- **500** installations sanitaires domestiques fournies aux ménages vulnérables dans des communautés défavorisées d'ici fin 2025. Répartition des bénéficiaires : **314** personnes âgées (65 ans et plus), **74** personnes atteintes de maladies chroniques, **39** personnes en situation de handicap physique, 64 veuves et ménages dirigés par des femmes, **9** ménages avec orphelins.
- **3** forages mécanisés dans des centres de santé (fin 2025), pour un accès fiable à l'eau et un meilleur contrôle des infections.
- Baisse mesurable de la défécation à l'air libre, surtout sur le littoral.
- Registre WASH public et en temps réel.
- Institutionnalisé dans **7** départements municipaux : Santé environnementale, Gestion des déchets, Santé, Éducation, Statistiques, SIG, et Planification et budget du développement.
- Co-créé avec des partenaires communautaires ; opérationnel depuis 2024 comme instrument de gouvernance permanent, non comme projet pilote limité.

- A créé des emplois pour les jeunes via la collecte et la mise à jour de données communautaires.
- A contribué à la réinsertion sociale via des opportunités de subsistance pour détenus et personnel pénitentiaire.

Retours attendus de : Barcelone (Espagne), Beira (Mozambique), Bogotá (Colombie), Guangzhou (Chine), Rio de Janeiro (Brésil), Xianning (Chine)

MOBILITÉ URBAINE

La mobilité urbaine est le fondement de la productivité économique, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale. À mesure que les villes s'étendent, les gouvernements locaux subissent une pression croissante pour concevoir et exploiter des systèmes de transport public sûrs, abordables, sobres en carbone et accessibles à tous. Des corridors de transport rapide par bus aux infrastructures cyclables, en passant par les services à la demande et les plateformes de mobilité intégrées, le paysage de l'innovation en matière de transport urbain évolue rapidement.

Dimensions abordées lors du débat :

1. Planification et gouvernance du transport multimodal intégré.
2. Déploiement de véhicules à faibles émissions et à zéro émission, y compris les bus électriques et le transport non motorisé.
3. Connectivité du premier et du dernier kilomètre dans les zones périurbaines et informelles.
4. Plateformes de mobilité en tant que service et innovation numérique dans la gestion des transports.
5. Financement du transport public : intégration tarifaire, subventions et investissement dans les infrastructures.
6. Genre et dimensions sociales de la mobilité urbaine, y compris la sécurité et l'accessibilité financière pour les groupes vulnérables.

Étude de cas : Singapour, République de Singapour

Retours attendus de : Barcelone (Espagne), Erevan (Arménie), Haikou (Chine), Londres (Royaume-Uni) et Pasig (Philippines).

Méthodologie

L'école d'hiver de Venise adoptera une méthodologie immersive, centrée sur les cas pratiques, conçue pour maximiser la profondeur et la qualité de l'apprentissage entre pairs. Plutôt qu'un format de conférence classique, l'événement s'articule autour de deux modalités d'apprentissage complémentaires : une session thématique approfondie par domaine et un format d'échange rapide qui élargit la base de données probantes et amplifie l'apprentissage collectif.

Présentation approfondie : présentation complète du service public

Pour chacun des quatre services publics, un gouvernement local présentera de façon structurée un service concret qu'il a mis en œuvre. La session vise à aller au-delà d'une description superficielle et à aborder de manière critique l'ensemble du cycle de vie de l'initiative, depuis ses origines politiques et institutionnelles jusqu'à sa conception, sa mise en œuvre et son évaluation.

Chaque présentation approfondie sera structurée autour des dimensions suivantes :

1. **Contexte et définition du problème :** le défi urbain que le service visait à résoudre, les populations concernées, et le contexte politique et institutionnel au moment de sa conception.
2. **Conception et prise de décision :** comment la solution a été conçue, quelles alternatives ont été envisagées, et quelles parties prenantes ont été impliquées dans le processus de conception.
3. **Mise en œuvre et modèle opérationnel :** architecture institutionnelle, dispositifs de financement, ressources humaines et partenariats sous-tendant la prestation du service.
4. **Résultats et données probantes :** résultats quantitatifs et qualitatifs, y compris les évolutions en matière de couverture, de qualité, d'équité et de satisfaction des usagers du service.
5. **Défis et enseignements tirés :** réflexion honnête sur les obstacles rencontrés, les adaptations apportées, et ce que la ville ferait différemment.
6. **Transférabilité et conditions de réplication :** les facteurs favorables et les conditions contextuelles qui seraient nécessaires pour que d'autres villes adoptent des approches similaires.

Chaque ville présentatrice bénéficiera d'un accompagnement préalable pour préparer une documentation de haute qualité sur son cas, y compris un résumé écrit et des supports visuels. Un facilitateur désigné du PNUD animera chaque session et guidera la discussion avec l'ensemble des participants.

Échange Ligne Zéro : contributions rapides des villes pairs

En complément de la présentation approfondie, chaque session thématique comprendra un segment d'échange rapide structuré — appelé l'Échange Ligne Zéro — au cours duquel des gouvernements locaux et régionaux supplémentaires ayant soumis des initiatives pertinentes, mais non retenus comme présentateurs principaux, seront invités à partager de brèves interventions structurées.

Le format Ligne Zéro vise à faire émerger une plus grande diversité d'expériences et à démontrer qu'il n'existe pas de voie unique pour résoudre les défis urbains. Les gouvernements participants présenteront leurs initiatives dans un format condensé (environ cinq à sept minutes), structuré autour d'un modèle commun couvrant : le problème traité, l'approche adoptée, un résultat clé et un enseignement critique tiré.

Ce format répond à plusieurs objectifs :

- Il crée un espace pour les villes qui en sont à des stades plus précoces de mise en œuvre ou issues de géographies moins représentées, afin qu'elles puissent partager des expériences pertinentes.
- Il enrichit la discussion thématique en faisant émerger des approches complémentaires, contrastées ou spécifiques au contexte.
- Il positionne tous les gouvernements participants comme des contributeurs au savoir.
- Il génère un répertoire de données probantes multi-villes, sélectionné, que le PNUD peut utiliser pour la gestion continue des connaissances et le plaidoyer.

Les contributions Ligne Zéro seront recueillies à l'avance au moyen d'un modèle de soumission structuré et seront compilées dans une note de connaissances thématique pour chaque session, distribuée à tous les participants.

Nous nous réjouissons de vous accueillir à Venise !

Pour plus d'informations, veuillez nous contacter à info@sdglocalaction.org ou visiter la page web de l'événement : Venice Winter School.